

Commémoration du 10 juillet 1940

Discours de M. Richard Ferrand, Président de l'Assemblée nationale à l'occasion de l'hommage aux 80 parlementaires qui refusèrent de voter les pleins pouvoirs à Pétain

Vichy – mercredi 10 juillet 2019 à 11 h 30

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le maire de Vichy, cher Frédéric Aguilera,

Madame la préfète de l'Allier,

Mesdames et messieurs les parlementaires,

Monsieur le ministre,

Monsieur le président du conseil départemental, cher Claude Riboulet,

Mesdames et messieurs les élus,

Monsieur le président du Comité en l'honneur des « 80 », cher Joseph Bléthon,

Mesdames et messieurs les représentants des autorités militaires et des associations,

Mesdames et messieurs les porte-drapeau qui portez haut les couleurs de la France,

Mesdames, messieurs,

À mon tour je voudrais rendre hommage aux « 80 » et permettez-moi de considérer qu'il s'agit là de contribuer à acquitter une dette de la Représentation nationale envers la France, avec une certaine solennité, qui n'exclut pas l'émotion, croyez-le bien.

C'est ici que la Représentation nationale, dans un geste d'irresponsabilité et de lâcheté collective, a voulu tuer la Troisième République, malgré les « 80 » qui ont sauvé l'honneur et qui ont ainsi, sans doute, allumé une des premières flammes de la Résistance intérieure.

C'est la première fois que je participe à cette cérémonie, et lorsque Bénédicte Peyrol m'a transmis l'invitation de votre Comité, Monsieur le président, il n'a pas été question pour moi de la manquer : président de l'Assemblée nationale, ma place est ici, aujourd'hui, auprès de vous, pour cet acte de mémoire qui revêt à mes yeux une très grande importance.

Le monde dans lequel nous avons grandi s'est bâti sur les décombres de la Seconde Guerre mondiale. Il y a peu, le 7 juin dernier, l'Assemblée nationale d'ailleurs a voté une résolution témoignant de sa gratitude envers les Alliés qui débarquèrent en Normandie pour mettre fin à l'horreur du nazisme et de la collaboration d'État.

Plus récemment, à la présidence de l'Assemblée nationale, un hommage particulier a été rendu à Georges Mandel, pour le 75^e anniversaire de son lâche assassinat par les sbires de la Milice.

Georges Mandel ne compte pas parmi les « 80 », puisqu'il faisait partie quant à lui de ces 27 parlementaires – avec Jean Zay, Édouard Daladier, Pierre Mendès France –, qui s'embarquèrent sur le *Massilia* pour continuer la lutte depuis l'Afrique du nord.

Ils furent arrêtés, emprisonnés, diffamés par la propagande pétainiste et je note d'ailleurs avec intérêt que le Comité pour la mémoire des « 80 » honore également ceux qui, à bord du *Massilia*, manifestèrent d'une autre manière leur refus.

Ce fut d'abord, le 10 juillet 1940, un refus clair et net de la compromission, de la soumission, de l'abaissement, qui s'exprima chez les « 80 ». Et c'est à Vichy aussi que naquit symboliquement la Résistance intérieure.

Pierre Laval, sans doute, manœuvrant en coulisses, aurait aimé que Pétain reçoive le blanc-seing unanime des parlementaires présents ici : cela aurait donné une plus grande apparence encore de légitimité à ce coup d'État institutionnel qu'il organisait contre la République et la démocratie française. C'était compter sans quelques sénateurs et députés d'une trempe exceptionnelle qui, privés même du droit de prendre la parole, en revinrent aux fondamentaux. Et ils votèrent « contre ».

Car, en politique, il faut savoir aussi dire « non » : non au populisme, non à l'antiparlementarisme, qui sont des facilités d'un jour – y compris de nos jours –, mais qui préparent les calamités du lendemain ; non aux violations des principes démocratiques, non au racisme, non à l'antisémitisme ; non à l'inacceptable, à tout ce qui est à rebours des valeurs humanistes, fondatrices de notre République. C'est ce que firent 80 parlementaires, ici même à Vichy, le 10 juillet 1940, et il est juste de leur rendre hommage aujourd'hui.

Ces « 80 » sont entrés dans l'Histoire comme s'ils formaient un bloc ; et pourtant, parmi eux, quelle diversité, quel pluralisme dans leurs rangs !

Cinquante-sept députés et vingt-trois sénateurs, fidèles envers et contre tout à leurs valeurs, à nos valeurs humanistes et républicaines : ils étaient pour les uns de droite, pour les autres de gauche, de Léon Blum au marquis de Moustier. Parmi eux, des trentenaires et des septuagénaires, des vétérans de la politique aussi bien que de brillants et fougueux novices, à l'image du jeune député Vincent Badie qui lança l'interruption fameuse : « Vive la République *quand même* ! »

Et je vous confierai – puisque je viens, sinon du bout du monde, du moins de l'autre bout de la France – que je suis fier de compter, parmi les « 80 », pas moins de sept élus du Finistère : les députés Albert Le Bail, Jean Perrot, François Tanguy-Prigent, Jean-Louis Rolland, Paul Simon, Pierre Tremintin, ainsi que le sénateur-maire de Brest et ancien ministre, Victor Le Gorgeu.

Mais l'Allier aussi se montra courageux, avec le député Eugène Jardon, son collègue Isidore Thivrier et le sénateur Marx Dormoy : trois héros dont deux martyrs.

Parmi les « 80 » on trouve des socialistes, des radicaux, des démocrates-chrétiens, des hommes qui s'étaient combattus localement ou dans l'hémicycle, mais qui prouvèrent que l'on peut se rassembler, que l'on doit se rassembler quand l'essentiel est en jeu. L'essentiel, c'est-à-dire l'honneur et l'avenir de la France.

Cette diversité d'origines et d'opinions des « 80 », elle préfigurait, d'une certaine manière, elle annonçait la Résistance, où tant de femmes et d'hommes que tout semblait opposer surent transcender leurs divergences pour défendre ce qui avait une valeur supérieure : les droits de l'Homme et la démocratie. C'est là un legs précieux, exceptionnel, que nous devons tout faire pour défendre, faire connaître et promouvoir.

En des circonstances dramatiques, alors que Pierre Laval et ses bandes exerçaient une pression pour ainsi dire physique sur les élus afin qu'ils votent les pleins pouvoirs à Pétain, les « 80 » puisèrent dans leur conscience et dans la profondeur de leurs convictions cette vertu primordiale de l'homme public : le courage.

Ceux d'entre eux qui témoignèrent plus tard le dirent : les opposants au vote des pleins pouvoirs ne savaient pas ce qui les attendait à l'issue de cette dramatique séance du 10 juillet 1940.

En votant « contre », c'est consciemment qu'ils se préparaient au pire, ils étaient prêts à tout endurer pour ne pas renier leurs convictions les plus intimes, ni les engagements pris devant les électeurs.

Et ils avaient raison de se préparer à des années noires, puisque dix d'entre eux, dont Léon Blum, connurent une succession de prisons et la déportation en Allemagne.

Sept des « 80 », ne l'oublions jamais, payèrent de leur vie leur opposition au fascisme et au nazisme : François Camel et Marx Dormoy, assassinés ; Claude Jordery, Augustin Malroux, Léonel de Moustier, Joseph-Paul Rambaud et Isidore Thivrier, morts en déportation.

Ces noms-là ne parlent peut-être plus guère qu'aux historiens, et à leurs familles bien sûr, que je salue avec respect ; mais moi je veux les dire à haute et intelligible voix ces noms : car, François Camel, Marx Dormoy, Claude Jordery, Augustin Malroux, Léonel de Moustier, Joseph-Paul Rambaud, Isidore Thivrier, vous avez consenti le sacrifice suprême pour que vive la République quand même ; pour que l'espoir renaisse ; pour que la folie antisémite et antidémocratique ne triomphe pas en Europe. Et cela, nous ne l'oublierons jamais car nous n'avons pas le droit de l'oublier.

Oui, vraiment, il est juste de rendre ainsi hommage, tous les ans, à ceux qui sauvèrent l'honneur de la République, à ces « 80 » qui défendirent jusqu'au bout la démocratie. C'était il y a 79 ans, peut-être ; mais c'est aujourd'hui que nous discernons, un peu plus nettement chaque jour, la portée, le panache de leur geste.

Vichy donne chaque année, monsieur le maire, l'exemple, s'agissant du devoir de mémoire, et je me réjouis que l'hommage rendu aux « 80 » ait lieu devant un public si nombreux.

C'est pourquoi je ne confonds pas Vichy et le régime déshonorant de l'État français. Vous me trouverez toujours à vos côtés pour expliquer que les raccourcis sémantiques sont des trahisons de l'histoire. La ville de Vichy et ses habitants, en effet, ne sont pour rien dans le choix d'installer ici les autorités collaborationnistes. Mais souvent la paresse intellectuelle laisse commettre des amalgames, laisse prendre des raccourcis qui amènent à confondre la géographie et l'histoire.

On sait bien que l'importante capacité hôtelière de la commune joua un rôle important ; on sait peut-être un peu moins que la présence d'un standard téléphonique international ultramoderne, mis en place en 1935 par un ministre des Postes particulièrement actif et réformateur, a aussi été un élément d'attractivité.

Et cruelle ironie de l'Histoire, c'était Georges Mandel justement, un grand républicain que j'évoquais tout à l'heure et qui périt si tragiquement il y a 75 ans.

Monsieur le Président du Comité en l'honneur des « 80 », cher Monsieur Bléthon, vous avez bien voulu me remettre un ensemble de documents historiques concernant Georges Mandel et je vous en remercie infiniment.

Pieusement conservés par l'historien et résistant Jean Marielle, fondateur de votre Comité, ces touchantes pièces d'archives rejoindront, dès ce soir, les nombreux trésors de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, que je veux ouvrir le plus largement possible au public. Et ces documents seront exposés dès la rentrée au Palais-Bourbon, lors des Journées européennes du patrimoine : j'en prends l'engagement, d'autant plus volontiers que de tels documents ont de puissantes vertus pédagogiques, dont notre modernité a le plus grand besoin.

Partout dans le monde, en effet, nous voyons renaître ces idéologies de haine et de mort dont l'humanité pouvait se croire débarrassée pour toujours en 1945.

Il y a moins d'une semaine, vendredi dernier, en m'inclinant sur la tombe de Claude Lanzmann pour l'anniversaire de sa disparition, je ne pouvais que constater l'inquiétante résurgence d'un antisémitisme protéiforme, chez les ultranationalistes d'Europe et d'Amérique aussi bien que chez les prédicateurs islamistes.

Non, la haine n'a pas désarmé, elle ne demande qu'à revenir pour semer le chaos. Alors, soyons dignes des « 80 » : pas de complaisance avec les discours d'exclusion et les slogans simplificateurs, pas de petits calculs politiques quand la démocratie même est en jeu.

Cette commémoration, vous le voyez comme moi, n'est pas seulement émouvante et juste : elle est utile.

Elle rappelle tout le mal que peut causer l'abandon des principes fondamentaux, elle honore ceux qui osèrent tenir bon en écrivant, dans une déclaration qu'il leur fut interdit de lire, qu'ils se refusaient « à voter un projet qui aboutirait inéluctablement à la disparition du régime républicain ».

En un mot, cette commémoration est précieuse parce qu'elle transmet et qu'elle éduque ; elle nous élève et nous oblige. Elle doit nourrir les sentiments humains les plus élevés face à l'instinct de bassesse qui guette à toute époque.

Ils furent 80 à Vichy, à nous de faire en France et dans le monde qu'ils deviennent des milliers.

Vive la République,

Vive la France.